

PREPA 2021 - ECE - Economique

Economie, sociologie et histoire du monde contemporain

500570

ALEKSANDROVA

MARINA

28/12/2000

Note de délibération : 19.2 / 20

Numéro d'inscription 5 0 0 5 7 0

Signature



Né(e) le 28 / 12 / 2000

Nom A L E K S A N D R O V A

Prénom (s) M A R I N A

19.2 / 20



Épreuve: ESH

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 0 1 / 0 3

Numéro de table 0 0 6

Commencez à composer dès la première page

Les assurances chômage ont-elles de l'influence sur le niveau du chômage ?

Les réformes réalisées par Macron en 2017 avaient pour objectif une plus grande flexibilisation du marché du travail accompagnée d'une réduction des assurances chômage, ou du moins un durcissement de l'accès à celles-ci. En 2020, avant la crise sanitaire, le ^{taux de} chômage français avait atteint les 8%, ce qui peut être considéré comme un saut étant donné que celui-ci stagnait à des valeurs supérieures ou égales à 9% depuis plusieurs années. En observant cela, nous pouvons voir que l'assurance chômage peut influencer le chômage.

Le chômage représente, selon la définition du Bureau international du travail (BIT), la part de la population qui est en âge de travailler, qui est en recherche active d'emploi, qui n'a pas travaillé (même pas une heure) les jours précédents l'enquête et qui est disponible pour occuper rapidement le poste qu'on lui propose (dans les 15 jours qui suivent l'offre). C'est en 1982 que le BIT propose cette définition du chômage afin d'harmoniser et pouvoir réaliser des comparaisons entre les pays. En effet, le taux de chômage au sens du BIT diffère de celui fourni par Pôle emploi qui ne définit pas le chômage de cette manière assez restrictive. Il faut tout

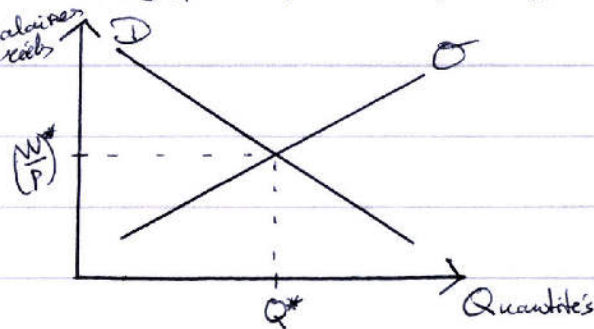
de même noter que dans certains pays l'économie informelle représente une part plus importante que dans d'autres ce qui impacte la mesure du véritable taux de chômage. De plus, un halo du chômage existe, ce sont les personnes qui travaillent mais recherchent tout de même un emploi, les chômeurs découragés, ... L'assurance chômage représente l'ensemble des indemnités chômage financées par l'Etat à l'aide de prélèvements obligatoires auprès des entreprises et travailleurs. Des prélèvements obligatoires peuvent être des cotisations sociales, des taxes et impôts. Dans une perspective néo-classique de chômage structurel, ces prélèvements représentent un poids qui empêche le plein-emploi (dans le sens où : toute personne voulant travailler peut le faire), il faudrait alors réduire les assurances chômage. Cette vision domine durant les années 1980. Cependant, elle peut être remise en question car, en effet, le chômage peut être conjoncturel. D'ailleurs, pour Malinvaud dans le Réexamen de la théorie du chômage (1981) ces deux formes de chômage peuvent co-exister. Dans une perspective keynésienne, l'assurance chômage peut avoir une influence positive sur le chômage. Il faudrait analyser l'influence en terme de qualité, mais aussi sur le long et court terme. L'enjeu de toute politiques d'emploi est de réduire le taux de chômage, qui est calculé par le rapport du nombre de chômeurs sur le nombre d'actifs, et augmenter le taux d'emploi (nombre d'actifs occupés sur population en âge de travailler) et le taux d'activité / participation ^{marché} au travail (nombre d'actifs sur population en âge de travailler) qui est aujourd'hui de seulement 30% chez les jeunes en France.

Dans cette optique, nous allons analyser l'influence des assurances chômage sur le niveau de chômage en analysant, dans un premier temps,

pourquoi elles-^{peuvent} avoir une ^{influence négative sur} le niveau du chômage. Puis, dans un second temps nous expliquerons pourquoi cette vision peut être remise en question.

Les assurances chômage peuvent aggraver le niveau du chômage. En effet, celles-ci sont vues négativement par les classiques (A). D'autant plus que le financement de celles-ci peut être un frein pour l'économie ce qui est source de chômage (B). Tout cela explique la mise en place de réformes pour réduire les assurances chômage (C).

Tout d'abord, ^{le néo-classique} Pigou dans la Théorie du chômage (1933) explique que l'assurance chômage représente une ^{forme de} rigidité du marché du travail. En effet, il revendique un laisser faire des mécanismes de marchés. Selon lui le travail est une marchandise comme les autres, les salaires doivent être fixés selon la rencontre de l'offre et la demande d'emploi. Son modèle repose sur l'hypothèse de la monnaie neutre (donc pas d'illusions monétaires et donc les agents raisonnent en termes de salaires réels). Il présente le graphique suivant:



Selon lui, la demande de travail est ^{d'une part} une fonction décroissante du prix (ici: salaire). En effet, plus les salaires sont élevés, plus les employeurs préfèrent ne pas embaucher car ils embauchent que lorsque le ^{valeur} produit marginale est supérieure au salaire car c'est uniquement à cette condition que l'employeur a un profit. D'autre part, l'offre de travail est une fonction croissante du salaire car plus les salaires sont élevés plus les personnes sont incitées à travailler. Les agents arbitrent entre travail et loisir donc plus la rémunération est élevée, plus l'agent

va accepter le travail au détriment des loisirs. La rencontre entre ces deux courbes représente le salaire d'équilibre permettant le plein-emploi. Dans cette optique, l'assurance chômage fait que l'individu peut être moins incité à travailler car il gagnera tout de même un certain revenu convenable tout en gardant ses loisirs. C'est pour cette raison que J. Rueff affirme dans les années 1980 que l'«allocation chômage [est] cause du chômage».

De surcroît, l'assurance chômage a tendance à prolonger la durée de prospection. Dans le modèle de job search, Mortensen explique que l'individu a tendance à rechercher un travail plus longtemps et à être plus exigeant lorsque l'assurance chômage est élevée. En effet, un individu recherche un travail tant que le coût marginal d'une journée de recherche supplémentaire est inférieur au bénéfice de cette recherche. Le bénéfice étant de trouver un emploi plus en accord avec nos qualifications, ^{notre niveau de} salaire d'acceptation, ...

L'intervention de l'Etat à travers l'assurance chômage est aussi négatif car c'est une forme de politique de relance qui peut être remise en question. Selon ^{le monétariste} Milton Friedman, cette politique ne peut être positive qu'à court terme car les agents ont des anticipations adaptatives, ^{la monnaie est neutre} et ils sont rationnels. Par conséquent, sur le court-terme ils vont être victime de l'illusion monétaire qui ne touche pas les employés, à cause d'une asymétrie d'information, donc ils ne réaliseront pas que leur salaire réel est plus faible sans.

Enfin, dans le modèle de WS-PS (Unemployment, 1991) qui est un modèle en équilibre général car il est à la fois sur le marché du travail et le marché

L'assurance chômage peut aussi avoir un impact négatif sur le chômage car celle-ci coûte chère et peut représenter un

Numéro d'inscription

5 0 0 5 7 0

Né(e) le

28 / 12 / 2000

Signature



Nom

ALEKSANDROVA

Prénom (s)

MARJNA

19.2 / 20



Épreuve: ESH

Sujet 1 ou 2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

02 / 03

Numéro de table

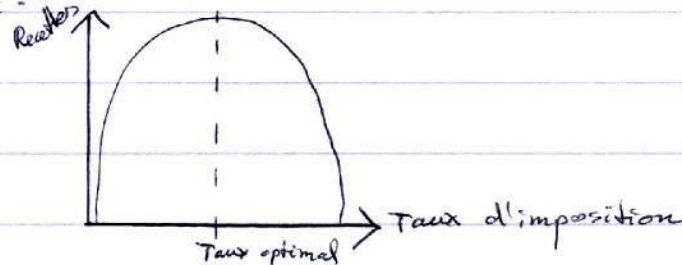
006

Commencez à composer dès la première page.

poids pour l'économie ce qui engendre plus d'effets négatifs que positifs. Effectivement, certains économistes sont pour la réduction du coin social-fiscal, soit : la différence entre le salaire perçu par la personne et ce que l'employeur paye. En effet, dans les Etats à forte orientation bismarckienne, les cotisations sociales représentent une part importante du financement de l'assurance chômage. Le fait d'avoir des cotisations sociales importantes, cela désincite l'employeur à embaucher et l'incite à délocaliser (comme le revendique le rapport Arthuis de 1993) ou à substituer du capital au travail. La France est l'un des pays où les cotisations sociales occupent une place prépondérante, c'est aussi l'un des pays qui verse le plus d'indemnités chômage, son taux de chômage étant de 8%, il est largement au-dessus ^{du taux de chômage moyen} des pays de la zone euro qui est plutôt de 4%.

D'autre part, l'assurance chômage est aussi financée par les impôts. Or, pour certains économistes avoir de forts taux d'imposition est négatif pour la croissance ce qui peut impacter le chômage. En effet, il faut un taux d'imposition optimal qui minimise les effets de distorsions. Dans « An exploration in the theory of optimum income taxation », Mirrlees, en 1971, présente les effets de distorsions possibles. D'abord, cela incite les agents à avoir

recours à la fraude fiscale ou chercher les niches fiscales. Mais, à cela s'ajoute l'idée qu'un fort taux d'imposition désincite à travailler car en touchant un salaire on est taxé. C'est en s'inspirant de Mirrlees que Laffer affirme que « trop d'impôt tue l'impôt » et présente la courbe suivante :



L'idée que l'assurance chômage peut renforcer le chômage a conduit les politiques à réduire ces dépenses publiques. Laffer étant le conseiller de Reagan, nous pouvons observer une forte libéralisation du marché du travail américain dans les années 1980. Reagan critique la « Welfare Queen » qui symbolise une femme au chômage qui ne vit que des aides de l'État, dont l'assurance chômage. Cette même dynamique a lieu en Grande-Bretagne sous Thatcher avec la critique du « Nanny state ». Même l'OCDE sort un rapport en 1997 qui s'intitule « Making work pay ».

En France, le rapport Gallois revendique une diminution du coût social-fiscal en 2012. À la suite de celui-ci, la France met en place le crédit d'impôt pour la compétitivité des entreprises (CICE) ainsi que le RSA d'activité qui est une politique d'activation de l'emploi - au lieu de verser l'assurance chômage, l'État va essayer d'inciter les personnes à accepter l'emploi qu'on leur propose en les autorisant à accumuler salaire

et RSA. En 2016, le RSA activité est remplacé par la prime d'activité. En ce qui concerne les impôts, la France est le pays européens qui présentent le plus de niches fiscales (environ 460). Il faut noter que l'Allemagne a aussi mené des politiques similaires de réduction du coïncidence sociale-fiscal depuis les années 2000 avec les lois Hartz.

Nous avons, ainsi, analysé les raisons qui font des assurances chômage un frein à l'emploi et donc un moteur de chômage. Cependant cet effet pro-cyclique n'est-il pas surestimé ?

L'influence négative des assurances chômage sur le niveau de chômage peut être remise en question car la réduction/suppression de celles-ci peut avoir des effets négatifs (A) et le chômage peut être influencé par d'autres facteurs (B). C'est pour cela, il faut revoir la manière de lutter contre le chômage (C).

D'abord, réduire ou supprimer les assurances chômage va inciter les personnes à retrouver le plus rapidement possible un travail afin d'avoir un revenu convenable, ce qui peut inciter à prendre le premier emploi proposé. La courbe de Beveridge nous montre que le chômage est une fonction croissante du taux d'inadéquation, soit une situation où les offres d'emplois ne correspondent pas aux qualifications des demandeurs d'emplois. Selon Pissacrides, il faut une indemnisation du chômage suffisamment importante afin que l'individu choisisse l'emploi qui est le plus en adéquation avec ses qualifications. Prendre le premier emploi venu serait contre-productif. De plus, avec la crise du COVID nous avons vu que même des institutions qui prônaient l'activation de l'emploi, reviennent sur leur dire. En guise

d'exemple : l'OCDE a sorti un rapport en mars 2021 qui préconise les politiques de relance ainsi que l'aient mis sur le financement de l'assurance chômage etant donné que les taux de chômage ont fortement augmentés dans le monde entier. Les Etats-Unis ont connu leur plus fort taux de chômage depuis la crise de 1929 où 1/4 de la population était au chômage.

D'autant plus que les politiques d'activation de l'emploi orientent les Etats vers un moins-disant social selon Krugman. La réduction des dépenses publiques entraînent la mise en place d'une nouvelle forme de pauvreté selon l'augam. La faible assurance chômage poussent les personnes à accepter des emplois peu rémunérés, on observe l'émergence des « poor workers ». De plus, une réduction des assurances chômage pour reprendre les termes de R. Coase (Mélange de la philosophie sociale) peut pousser les individus vers une « désaffiliation sociale » encore plus mal vécu en cas de perte d'emploi.

En outre, les assurances chômage n'ont pas forcément un impact négatif sur le niveau de chômage et peuvent en réalité pas avoir d'influence tout court selon le type de chômage que nous regardons. En effet, dans une dynamique keynésienne (JM Keynes, La théorie du chômage, 1936) le chômage peut être lié à un manque de croissance. Selon Keynes, une faible demande effective (demande anticipée par les agents) peut engendrer de faibles investissements productifs et donc de faibles incitations à embaucher pour produire. C'est pour cette raison que selon Keynes, il faut augmenter le revenu courant par des revenus de transfert comme l'assurance chômage. En effet, cela va maintenir le pouvoir d'achat des personnes et donc la demande et par l'effet de multiplicateur de Kahn (1931) cela va entraîner une hausse plus que proportionnelle des investissements et donc de la production et donc de l'emploi. C'est dans cette logique

Numéro d'inscription 500570

Signature *Haret*



Né(e) le 29/12/2000

Nom ALEXANDROVA

Prénom(s) MARINA

19.2 / 20



Épreuve : ESH

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 03 / 03

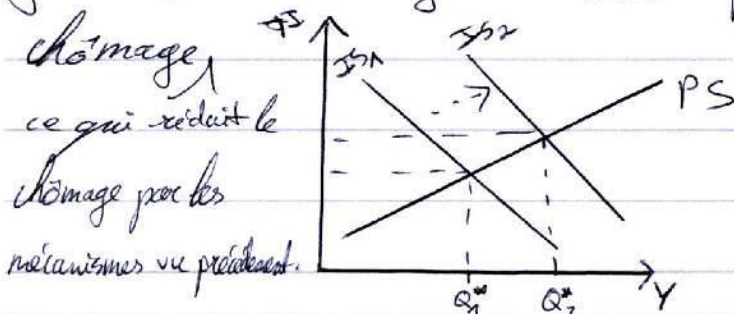
Numéro de table 006

Commencez à composer dès la première page.

qu'Okun affirme que le chômage est une fonction croissante de l'output gap.

De plus, l'assurance chômage fait partie des stabilisateurs automatiques, la supprimer peut avoir des effets néfastes. Dans ce sens, l'assurance chômage influence le niveau du chômage dans un sens jugé souhaitable. En effet, si on laisse libre court aux stabilisateurs automatiques, en cas de chômage les indemnités vont augmenter, ce qui va maintenir la demande et donc la production. Or, la production implique des créations d'emplois, par conséquent grâce aux indemnités le chômage sera réduit.

L'assurance ^{chômage} fait partie des instruments de relance utilisés en cas de récessions. Selon le modèle ISLM de Hicks et Hensen, théorisé dans les années 1930, la relance joue sur la courbe IS qui est décroissante. En effet, lorsque le volume de production est faible, le chômage est fort et donc les taux d'intérêts sont faibles et l'Etat augmente ses dépenses dont le versement d'assurance



D'un autre côté, réduire les assurances chômage revient à mener des politiques d'austérité qui peuvent provoquer un effet d'hystérèse si celles-ci sont trop longues. Pour Blanchard et Summers, l'effet d'hystérèse se produit lorsque le chômage conjoncturel s'enkyste dans l'économie et devient structurel. Cela arrive lorsque les mécanismes de retour au plein-emploi sont de faible ampleur. L'un de ces mécanismes est l'assurance chômage. Une faible prise en charge des chômeurs provoque une hausse des chômeurs découragés, une dégradation du capital humain,...

Enfin, dire que l'assurance chômage est une cause de chômage revient à nier l'existence de d'autres facteurs tout aussi importants qui ont une influence plus importante sur le niveau de chômage. Dans le modèle de WS-PS (Unemployment, 1991) nous avons un équilibre général ^{en concurrence imparfaite} (marché des biens et services ainsi que le marché du travail), le chômage peut, certes, être dû aux rigidités ^(WS) sur le marché du travail et une relance de la demande inefficace en raison d'agents qui raisonnent en termes de salaires réels, mais le chômage est aussi dû au manque de concurrence ^(PS) sur le marché des biens et/ou services qui donne un pouvoir de monopole aux entreprises.

C'est pour cela qu'il faut revoir les politiques de lutte contre le chômage. Il faut aller vers le modèle nordique de flexisécurité. Le modèle ne se base pas sur la sécurisation de

l'emploi mais sur la sécurisation de l'employabilité: le triangle de la flexisécurité est basé sur une forte indemnisation chômage, de la flexibilité et une forte formation continue qui conserve le capital humain et donc la capacité à retrouver un emploi rapidement.

Les assurances chômage étant nécessaire, il faut repenser la manière de les financer. Afin de réduire le poids de son financement dans les coûts de production, il faut chercher des alternatives. En 1987, le Danemark a adopté la TVA sociale. Les pays peuvent aussi aller vers une imposition plus progressive, la courbe de Laffer n'étant pas vérifiée selon ^{les travaux de} Piketty. Pour Zelman et Saez l'évasion fiscale coûte 500 milliards de dollars aux Etats, cette somme peut permettre le financement des assurances chômage ainsi que d'autres dépenses publiques nécessaires.

Enfin, il serait opportun de favoriser le dialogue social et aller vers moins de méfiance dans la relation de salarié et employeur. Pour éviter des coûts supplémentaires liés au chômage, les salariés et entreprises peuvent favoriser les accords de maintien dans l'emploi par exemple. Le modèle de co-gestion allemand prouve son efficacité même durant la pandémie où le taux de chômage atteint les 6% seulement.

Les assurances chômage ont, donc, de l'influence sur le niveau du chômage. Cependant, il faut se méfier des conclusions hâtives qui nous pousseraient à avoir une vision manichéenne à ce sujet. Une politique bien pensée ainsi qu'un financement approprié peut faire de l'assurance chômage un instrument efficace de lutte contre le chômage.

Dans le contexte actuel, nous avons observé un retour

de la pensée keynésienne à l'échelle mondiale mais surtout européenne. En effet, l'union européenne (UE) a mis en place le mécanisme SURE qui a pour but l'approfondissement de l'assurance chômage à l'échelle européenne, dans le cadre du modèle social européen.